

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 289/02

ÉFAI – 020630 – AMR 13/009/02

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

ARGENTINE

Estela Carlotto (f), militante des droits humains, âgée de plus de 70 ans

Londres, le 23 septembre 2002

Amnesty International est vivement préoccupée par la sécurité d'Estela Carlotto, qui préside l'organisation non gouvernementale (ONG) de défense des droits humains *Abuelas de la Plaza de Mayo* (Grands-Mères de la place de Mai), ainsi que la *Comisión Provincial por la Memoria* (Commission provinciale pour la mémoire) de la province de Buenos Aires. Le domicile d'Estela Carlotto a été attaqué aux premières heures du jour le 20 septembre.

D'après les informations recueillies, un groupe d'hommes non identifiés a tiré une pluie de balles sur le domicile d'Estela Carlotto, dans la ville de La Plata, située dans la province de Buenos Aires, alors qu'elle se trouvait chez elle. Les munitions utilisées par les assaillants étaient apparemment des balles de fusil Itaka, un type d'armes à feu parfois employé par les forces de sécurité. Bien qu'elle n'ait pas été blessée, il est possible qu'elle soit de nouveau attaquée.

L'attentat commis contre le domicile d'Estela Carlotto fait suite à la présentation, le 18 septembre, d'un rapport consacré aux pratiques de la police de la province qui portent atteinte aux droits élémentaires de l'être humain. Il y est notamment fait mention du recours à la torture et des homicides connus sous le nom de *gatillo fácil* (gâchette facile). Ce rapport a été remis à la *Suprema Corte de Justicia de la Provincia de Buenos Aires* (Cour suprême de justice de la province de Buenos Aires) par Estela Carlotto, en sa qualité de présidente de la Commission provinciale pour la mémoire, et par plusieurs organisations de défense des droits humains ainsi que par des législateurs et des représentants de l'appareil judiciaire de la province. Selon des sources locales, une enquête a été ouverte sur cette attaque, et des responsables provinciaux se sont déclarés préoccupés par ces événements.

D'après les informations recueillies, Estela Carlotto a déclaré : « *En vingt-cinq ans de lutte, je n'avais jamais été victime d'une agression aussi brutale ... Bien que nous ayons été harcelés pendant la dictature, nous n'avons jamais connu d'attaques de cette gravité, qui se produisent sous un régime constitutionnel.* »

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Estela Carlotto est la présidente des Grands-Mères de la place de Mai, une ONG fondée en 1977. Cette organisation s'efforce de retrouver la trace de leurs petits-enfants « disparus », avec leurs parents, sous la dictature militaire qu'a connue l'Argentine de 1976 à 1983, ou qui sont nés tandis que leurs mères étaient retenues captives dans des centres de détention secret. Estela Carlotto elle-même recherche son petit-fils « disparu », qui a vu le jour alors que la fille d'Estela, Laura, se trouvait dans un centre de détention secret. Elle est également la présidente de la Commission provinciale pour la mémoire, créée en 2000, qui regroupe des membres d'ONG de défense des droits humains, des religieux ainsi que des représentants d'organisations syndicales, du corps législatif et de l'appareil judiciaire. Elle a pour mission de réunir et diffuser des informations sur l'histoire récente de l'Argentine sous le régime militaire, d'établir la vérité, de contribuer à ce que justice soit faite, et de dénoncer les violations actuelles des droits humains.

En Argentine, il est fréquent que des défenseurs des droits fondamentaux soient harcelés et attaqués. Amnesty International a appelé à maintes reprises les autorités à protéger les militants des droits humains, et à mener des enquêtes exhaustives sur les allégations faisant état de manœuvres d'intimidation et d'agressions à leur encontre.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- dites-vous préoccupé par l'attaque dont Estela Carlotto a fait l'objet ;
- demandez instamment que soit menée sans délai une enquête approfondie sur cette attaque, que les résultats de ces investigations soient rendus publics, et que les responsables présumés soient traduits en justice ;
- efforcez-vous d'obtenir l'assurance que les autorités argentines prennent toutes les mesures nécessaires pour protéger Estela Carlotto ;
- exhortez les autorités à condamner publiquement tous les actes de harcèlement et d'intimidation commis contre des défenseurs des droits humains, et à reconnaître publiquement l'importance de l'action que ces personnes mènent en faveur du respect des droits fondamentaux et de l'avènement d'une société juste, démocratique et équitable.

APPELS À :

Président de la République argentine:

Excelentísimo Sr. Presidente
Dr. Eduardo Duhalde, Presidencia de la Nación
Casa Rosada, Balcarce 50
1064 Buenos Aires
Argentine

Télégrammes : Presidente Duhalde, Buenos Aires, Argentine

Fax : + 54 114 344 3800

Formule d'appel : *Exmo. Sr. Presidente*, / Monsieur le Président de la République,

Gouverneur de la province de Buenos Aires :

Sr. Gobernador de la Provincia de Buenos Aires
Ing. Felipe Carlos Solá
Casa de Gobierno
Calle 6 entre 51/53, 1900 La Plata
Provincia de Buenos Aires, Argentine

Télégrammes : Gobernador Provincia de Buenos Aires, Argentine

Fax : + 54 221 429 4189 (Si un correspondant vous répond, demandez : « *Fax, por favor* »)

Formule d'appel : *Sr. Gobernador*, / Monsieur le Gouverneur,

Ministre des Affaires étrangères :

Sr. Ministro de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Dr. Carlos Ruckauf
Ministerio de Relaciones Exteriores
Esmeralda 1212, 1003 Buenos Aires
Argentine

Télégrammes : Ministro Relaciones Exteriores, Buenos Aires, Argentine

Fax : + 54 11 4819 7359

Formule d'appel : *Sr Ministro*, / Monsieur le Ministre,

COPIES À :

Sous-secrétaire aux Droits humains :

Sr. Subsecretario de Derechos Humanos
Dr. Oscar Fappiano
Sub-Secretaría de Derechos Humanos
Ministerio de Justicia, Seguridad y Derechos Humanos
Moreno 1228, 2o. Piso
1041 Buenos Aires, Argentine

Fax : + 54 11 4381 4571 (L'obtention de la ligne peut s'avérer difficile. Si un correspondant vous répond, demandez : « *Fax, por favor* »)

Commission provinciale pour la mémoire de la province de Buenos Aires :

Comisión Provincial por la Memoria
Calle 54 #487
1900 La Plata, Provincia de Buenos Aires
Argentine

Fax : + 54 221 483 1737 (Si un correspondant vous répond, demandez : « *Fax, por favor* »)

Journal :

Página 12
Avenida Belgrano 673
1092 Buenos Aires, Argentine
Fax : + 54 11 4334 2330

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Argentine dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 4 NOVEMBRE 2002, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org*